

## Edito La RDC : le boom immobilier et la pauvreté

En RDC, le boom immobilier semble caché la misère indescriptible de la majorité des Congolais. Après des enquêtes approfondies, ce boom immobilier est attribué à une minorité congolaise, qui, à du mal à bien retracer les sources des revenus. Pourtant, les services compétents de l'Etat devaient s'intéresser à l'origine des avoirs des promoteurs des immeubles qui poussent comme des champignons. Politiques, hauts fonctionnaires de l'Etat, des étrangers, sont soupçonnés dans le blanchiment des capitaux. Des officiers militaires et de la Police, qui, logiquement par leurs soldes ne peuvent pas entreprendre des constructions aux coûts très élevés. Que dire de ceux qui sont cités dans les détournements, la corruption et autres pratiques illicites pour se faire de l'argent ? Bref, les services de l'Etat commis pour contrôler ne semblent pas bien faire leur travail. Pour preuve, le bâtiment de plusieurs niveaux, qui malheureusement s'est effaissé dans la commune de la Gombe, a été construit par un "fantôme" (selon les services de l'Urbanisme), sans remplir toutes les conditions requises. Conséquence, le propriétaire perdu énormément d'argent. Est-ce qu'une assurance était souscrite ? Qu'en est-il des normes urbanistiques ? Bref, le boom immobilier de Kinshasa en particulier ou de la RDC en général dans un désordre urbanistique organisé, nous conduit aux indices de la pauvreté. Les préposés de l'Etat affectés au contrôle dans différents domaines de la vie, de la nation sont loin d'être à l'abri des besoins. Ainsi, ils laissent faire sans se rendre compte qu'ils participent à enfoncer le pays dans le sous-développement dans la pauvreté. Cependant, il est difficile de faire accepter aux milliers de Congolais, qu'en se livrant à la corruption, vous participer à aggraver la pauvreté. Pourtant, la démonstration a été faite à divers niveaux de la vie. En scrutant certains domaines de la société congolaise, notamment le transport, l'augmentation de nombre des motos, sans aucune réglementation en la matière, on constate que la pauvreté a augmenté considérablement. L'absence de statistiques pour savoir notamment le nombre des chômeurs qui, se convertissent dans la conduite des motos taxis ou qui grossissent le rang des brigands est un manquement grave de l'Etat congolais. Pour 2023, personne ne sait combien d'emplois ont été créés. L'Etat devait faire un effort pour donner les moyens à l'INS (Institut national des statistiques) pour nous produire les données statistiques, peuvent permettre aux dirigeants et autres agents économiques à prendre des décisions conséquences pour s'attaquer aux maux qui rongent le pays ou qui bloquent le développement. Avec toutes les richesses potentielles, il est possible de projeter le développement de la RDC, en s'appuyant sur des données fiables des domaines divers. Avec nos 80 millions de terres arables, nous sommes réellement un pays solution pour produire beaucoup de denrées pour notre autosuffisance alimentaire et pour l'exportation du surplus. Malheureusement, l'agriculture est restée priorité des priorités sur papier. Certaines initiatives dans ce secteur sont orientées selon le bon vouloir des dirigeants. Bref, en dépit du boom immobilier dont la plupart des maîtres d'œuvres ont du mal à justifier leurs avoirs, la pauvreté mentale, monétaire et j'en passe est encore perceptible au pays de Lumumba. Les bonnes politiques de financement et d'entrepreneuriat sont peut-être des pistes pour relever les défis. En attendant, inscrivons-nous à l'idée de la bonne gouvernance et de la culture des valeurs.

LRP

## Affaire de banalisation des Jeeps offertes aux députés provinciaux de l'UDPS à Kinshasa

# ODEP: "A. Kabuya est l'image emblématique de la corruption !"

*\*L'affaire des véhicules offerts par le SG de l'UDPS/Tshisekedi, à la veille des sénatoriales à Kinshasa, n'arrête de susciter des commentaires d'indignation*

*\*La goutte d'eau qui a fait déborder le vase, c'est la sortie médiatique de l'auteur de cette offre indécente pour justifier son geste qui frise l'immoralité*

*\*Pour l'ODEP, Augustin Kabuya Tshilumba, lui-même candidat sénateur pour la ville de Kinshasa lors la distribution de ces cadeaux est, ni moins ni plus, l'image emblématique de la corruption légitimée et légalisée au sommet de l'Etat*  
(Lire en page 4)

## Clôture du premier colloque organisé l'Asunicaco à Kinshasa :

### Mgr Utembi invite les participants à être des missionnaires auprès de leurs institutions de ce qu'ils ont entendu et appris

(Lire en page 10)

## Desormais la Midema à Kikwit...



## Jours de travail : la RDC bascule en semaine anglaise ?

(Lire en page 16)

## Annonces

\* **PADRIR** : AVIS D'APPEL A CANDIDATURES .....P.5  
\* **COREF** : INTENTION D'ATTRIBUTION DE MARCHÉ .....P.6&7

## English Issue

**French prosecutors probe TotalEnergies over deadly Mozambique attack**

(P. 15)

**Dans un communiqué conjoint : HCR-UNICEF condamnent le bombardement des sites de déplacement à Goma**

## Le bilan provisoire est de 14 morts et plus de 30 blessés

L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et le Fonds des Nations

cés par les familles déplacées elles-mêmes en faveur du retour de la paix, qui est un be-

crime de guerre. Il a par ailleurs appelé la population locale la résilience

porte la correspondante de RFI à New York. Dans un communiqué, le porte-parole de la diplomatie américaine Matthew Miller a accusé le Rwanda d'être directement lié au bombardement qui a visé le camp de réfugiés de Mugunga : " Les États-Unis condamnent fortement l'attaque menée par le M23 et l'armée rwandaise ", écrit Matthew Miller, en précisant que cette attaque a fait au moins 9 morts et 33 blessés, dont des femmes et des enfants.

Le porte-parole du département d'État a d'ailleurs spécifié que les États-Unis étaient " très inquiets " de l'avancée récente des forces armées du Rwanda et du groupe rebelle M23 dans l'est de la RDC. Selon lui, cela a causé le déplacement de plus de 2,5 millions de personnes.

Matthew Miller appelle toutes les parties impliquées dans le conflit à respecter les lois internationales et assure que Washington continue ses efforts diplomatiques dans la région : " Il est essentiel que tous les États respectent la souveraineté et l'intégrité territoriale de chacun ", a-t-il estimé.

Des enquêtes sont en cours pour déterminer les responsables des bombardements, alors que les humanitaires dénoncent depuis plusieurs mois la proximité des positions d'artillerie avec les camps de déplacés.

L'organisation Médecins sans frontières (MSF), qui intervient dans ces camps de déplacés, avait dû interrompre ses activités une nouvelle fois face à la menace sécuritaire avant de pouvoir de nouveau s'y déployer, explique Marie Brun. Selon la coordinatrice des projets d'urgence dans le pays, l'organisation fait tout ce qu'elle peut, mais elle " révalue chaque jour si c'est possible de continuer les activités ", étant donné la proximité des combats.

En RDC, cette énième attaque a entraîné une série de condamnations, notamment de la part du gouvernement, la société civile, la Monusco.

LRP



Depuis plusieurs mois, les humanitaires dénoncent la proximité des positions d'artillerie avec les camps de déplacés. Ici, une déplacée dans un camp entre Goma et la ligne de front, le 17 avril 2024. (illustration) © Alexis Hugué / AFP

Unies pour l'enfance (UNICEF) condamnent fermement le bombardement, jeudi 03 mai, de trois sites de personnes déplacées, dans les quartiers du Lac-vert, Lushagala et de Mugunga à Goma, au Nord-Kivu, dans l'Est de la République démocratique du Congo.

Les explosions, dans les sites civils sus indiqués, ont eu lieu dans la matinée, à l'heure du petit-déjeuner, causant la mort d'au moins 12 personnes déplacées et les blessures d'au moins 30 personnes, les victimes sont principalement des femmes et des enfants. Des dommages matériels ont également été causés aux abris et à d'autres structures humanitaires.

" Nous condamnons avec la plus grande fermeté cet acte de violence choquant, impitoyable et ignoble qui a coûté la vie à des enfants, personnes déplacées, et leurs hôtes de la manière la plus cruelle qui soit, " a déclaré Angèle Dikongué-Atangana, Représentante du HCR en RDC. " La population civile de la province du Nord-Kivu a été témoin des pires violations humanitaires depuis plus de deux ans dans des attaques sanglantes. Le HCR appelle tous les acteurs à mettre fin à cette violence insensée et à respecter le caractère sacré des sites humanitaires protégés. Nous nous faisons également l'écho des appels lan-

soin urgent dans l'Est de la RDC. "

Cette tragédie a également eu pour conséquence d'interrompre le travail des humanitaires sur ce site ; ceux-là même qui apportaient de l'aide aux personnes contraintes de fuir lorsque les bombes sont tombées. On estime à 210 000 le nombre de personnes affectées dans ces zones.

" Cette tragédie inutile est le résultat de combats qui se rapprochent des zones densément peuplées d'enfants et de leurs familles " a déclaré Grant Leaity, Représentant de l'UNICEF en RDC. " Nous demandons que toutes les positions militaires soient immédiatement et permanentement éloignées des zones civiles et qu'une solution pacifique soit trouvée pour mettre fin à ce conflit ".

Le HCR et l'UNICEF sont solidaires des communautés affectées et réaffirment leur engagement en faveur de la paix et de la sécurité. ?

### Le bilan provisoire est de 14 morts

A la suite du HCR et de l'UNICEF qui, vendredi 3 mai, faisait état de 12 personnes tuées, ce bilan provisoire a évolué. Samedi 4 mai 2024, le gouverneur-militaire de la province, le général-major Cirimwami Nkuba Peter, a dressé un bilan de 14 morts et 35 blessés. Il a qualifié cette attaque de RDF/M23 de

et la résistance face à ces actes de terrorisme ainsi que la guerre d'agression.

### Emoi après le bombardement à Goma

Au lendemain des frappes, l'émoi est toujours vif en République démocratique du Congo. Le bombardement a fait, selon le gouverneur du Nord-Kivu, quatorze morts et une trentaine de blessés.

Le président congolais Félix Tshisekedi, en tournée européenne, a écourté son voyage pour rentrer à Kinshasa dès le week-end. La nouvelle Première ministre Judith Suminwa a elle fait part de son indignation, face " à cette attaque lâche et barbare ". Même tonalité du côté du porte-parole du gouvernement, Patrick Muyaya, qui évoque un " crime de guerre ".

De nombreuses ONG et acteurs humanitaires ont aussi dénoncé cette attaque contre des déplacés. Tout comme la Mission onusienne dans le pays (Monusco), qui évoque une " escalade de violence aveugle contre les civils ", mais reste néanmoins prudente quant à l'origine des frappes.

### Washington pointe le Rwanda du doigt ; " absurde ", répond Kigali

Cette prudence n'est pas partagée par Washington, qui s'est exprimé par la voie de son département d'État, rap-

## La Référence

Quotidien d'Informations

Générales

Adresse : Croisement des Avenues 24 Novembre - Kasongo-Lunda / C. Lingwala (en face de l'Académie des Beaux Arts)  
Phone : 0999923379

E-mail: reference\_20ans@yahoo.fr  
B.P. : 12520 Kinshasa I  
Autorisation de publication N°041/SGC/063/92  
\*\*\*\*\*

### Editeur-Directeur Général

André Ipakala Abeyi M.  
0999923379

### Directeur de la Publication

Félix Kabwizi Baluku  
0999913816

### Directeur de la Rédaction

Théo Kimpanga N'Key I.  
0999949445

### Assistante de l'EDG

Eveline Badika  
0829420241

### Rédacteurs en Chef

Franck Mona K. (Politique)  
0999911984

### N. Rachidi (Provinces)

### Secrétaires de Rédaction

Déo Mulima (0998405728)

### Chefs de Rubriques

José Wakadila (Société)  
0998129128

### Rédaction Générale

José Wakadila,  
Bibiche Mungungu,  
Anastase Mukawa  
(0990012819, 0825329453)  
Génie Mulobo (0999954394)

### Julie Ngalula T.

### Grace Ngyka

### Mireille Mpema

### Makinzolela Menayeto

### English Issue

John Nkwady Kankolong

### Représentations provinciales

### - Bandundu - Mayele

### - Kasai - Oriental :

### - Maniema : Patrick

### Kamombo

### - Nord-Kivu : Sumaili Pene

### Djadi

### - Province Orientale :

### Gilbert Risasi

### - Sud - Kivu :

### Asani Abdalah

### -Haut-Katanga

### CIFINGA

### Etranger

### - Congo Brazza: Itcha Djata

### Service Technique

Anastase Mukawa Kimina

Génie Mulobo Mwadi

### Administration

Janvier Band'Aka-Suro

Mireille Thansya

(0998540079; 0896154045)

### Tina Ngindu

### Finances & Vente

Jean-Pierre Mobiko

(+243815093722)

Pascaline Boyingandi

Gaby Legu

Fiston

Aimée Bwanga

Imprimerie

ILAREF

## RDC : l'usage d'armes plus sophistiquées et de moyens aériens par le groupe armé M23 et le Rwanda inquiète

**C**omme dans ses habitudes, le Rwanda a nié son implication dans cette attaque du vendredi 3 mai, sur un camp des réfugiés dans la périphérie de la ville de Goma. Que Kigali nie, cela n'étonne personne. Les autorités rwandaises ont fait de la négation de tous les crimes perpétrés en RDC, leur seconde nature. Mais, un adage dit : " mentez, mentez, il restera toujours quelque chose ".

**Voilà pourquoi, nous reprenons un article publié le 22 février 2024 par RFI et signé par notre confrère Patient Ligodi sous le titre : " RDC : l'usage d'armes plus sophistiquées et de moyens aériens par le groupe armé M23 et le Rwanda inquiète ". Cet article apporte un éclairage sur l'introduction d'armes de plus en plus sophistiquées, ainsi que le déploiement de moyens aériens par le groupe armé Mouvement du 23 mars (M23) et les Rwanda Défense Forces (RDF) sur le territoire de la République démocratique du Congo, suscitent des inquiétudes en RDC et aux Nations unies.**

Une atmosphère chargée d'émotion règne ce mercredi 21 février 2024 à la base aérienne de Waterkloof alors que les dépouilles du capitaine Simon Mkhulu Bobe et du caporal Irvan Thabang Semono viennent d'être rapatriées. Ces deux soldats de l'armée sud-africaine, déployés dans le cadre de la Force militaire de la SADC dans l'est de la RDC (SAMIDRC), ont perdu la vie le 14 février. Leur base, située à Mubambiro, en territoire de Masisi dans la province du Nord-Kivu, a été touchée par un obus de mortier.

L'armée sud-africaine ne pointe pas directement du doigt le Rwanda voisin ou le groupe armé M23, elle annonce néanmoins l'ouverture d'une enquête. Pour le gouvernement congolais, il ne fait aucun doute qu'il s'agit d'une attaque perpétrée par l'armée rwandaise.

Il faut dire que le Rwanda ne tolère pas la présence de cette force déployée par l'organisation d'Afrique australe (SADC) dans l'est de la RDC. Deux jours avant le décès des deux militaires sud-africains, Kigali avait ouvertement exprimé son opposition au soutien de la Mission de l'organisation des Nations unies pour la sta-

bilisation en République démocratique du Congo (Monusco) à la Force de l'Afrique australe.

Les sources de l'armée congolaise fondent leurs accusations contre le Rwanda notamment sur la qualité des armes dont disposent le M23 et l'armée rwandaise. Contrairement à d'autres fronts, les zones opérationnelles où se trouvent les combattants du M23 et les militaires rwandais se distinguent par la présence d'un arsenal militaire de haute technologie.

### Arsenal militaire impressionnant au profit du M23

Le M23 dispose d'un arsenal impressionnant, comme le soulignent les sources onusiennes et les populations encore présentes dans les zones concernées par le conflit. Celui-ci comprend une variété d'armes telles que des fusils d'assaut, des mitrailleuses lourdes et légères, différents types de lance-roquettes, des roquettes, des lance-grenades, des canons sans recul, des obus de mortier, du matériel de vision nocturne, et bien d'autres encore. L'équipement du mouvement s'est considérablement renforcé ces

derniers mois, comme le confirme le caractère neuf de ces matériels, qui ne peuvent pas être issus des anciens stocks du M23 datant de 2012 et 2013, indique une note de l'ONU.

Parmi les armes récentes, on trouve notamment des grenades antipersonnel de 40 mm produites en 2021. Les experts des Nations unies signalent également des armes inédites en RDC, telles que des fusils d'assaut de type Galil (israélien) et AK-103 (russe), observés par ces experts pour la première fois sur le territoire congolais le 3 mars 2023 dans un camp mixte du M23 et de la RDF, à Mushaki.

Sur le terrain, les indices de l'utilisation du mortier guidé de 120 millimètres sont particulièrement évidents. Contrairement aux mortiers conventionnels, les mortiers guidés sont équipés de systèmes de guidage permettant un contrôle précis de la trajectoire de l'obus vers sa cible. Cette arme redoutable est capable d'atteindre des objectifs précis, tels que des positions ennemies fortifiées ou des véhicules blindés. Doté d'éléments de mesure au laser et d'une capacité de frappe précise, il présente une forte létalité, selon un expert militaire. D'après des sources onusiennes, cette arme n'avait jamais été repérée sur le territoire congolais ni dans l'arsenal des Forces armées de la RDC (FARDC).

Comment peut-on établir le lien avec l'armée rwandaise et/ou avec le M23 ? En examinant les traces laissées sur le terrain, répondent des sources présentes sur le théâtre des opérations. Par exemple, le 27 février 2023, au nord de Sake, un char T54 des FARDC a été touché par une at-

taque de mortier. Des combats intenses, impliquant la présence et les opérations des RDF et du M23, ont été documentés dans cette région à ce moment-là.

Un autre cas concerne un obus de mortier guidé de 120 mm non explosé, récupéré par les casques bleus à Murambi, près de Mushaki, en juin 2023. Une présence de l'armée rwandaise avait été signalée dans cette zone à cette période. En outre, le 24 octobre 2023, les restes d'un mortier guidé de 120 mm ont été retrouvés à 15 mètres du camp des FARDC à Kanyamahoro. Ce site avait été bombardé depuis les collines contrôlées par les militaires RDF le même jour, selon des sources congolaises et de l'ONU.

### Présence de systèmes anti-aériens

Les moyens aériens jouent aussi un rôle déterminant dans ce conflit, comme l'illustre l'incident du 24 janvier 2023. Ce jour-là, un avion de chasse congolais en vol a été pris pour cible depuis le territoire rwandais. Malgré une aile en feu, le Sukhoi-25 a réussi à atterrir. Kigali a justifié ce tir en accusant le survol illégal de son territoire par l'avion congolais.

Le 18 février 2024, la tension monte d'un cran. Le Rwanda annonce officiellement le déploiement de moyens pour assurer la défense aérienne totale de son territoire, en réponse à l'introduction de drones d'attaque chinois CH-4 par la RDC dans les zones opérationnelles.

Face à la montée de tension, le 20 février, Nicolas de Rivière, représentant permanent de la France auprès des Nations unies, prend la parole lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU. Il affirme fermement que la souveraineté et l'intégrité territoriale de la RDC doivent être respectées et dénonce le déploiement de systèmes anti-aériens incompatibles avec les capacités d'un simple groupe armé.

Lors de cette même réunion, l'ambassadeur Robert Wood, un des représentants américains aux Nations unies, va encore plus loin : il demande au Rwanda de cesser son soutien au M23 et de retirer immédiatement ses forces du territoire congolais, ainsi que son système de missile sol-air ayant intentionnellement visé, selon ses sources, les moyens aériens de la Monusco. Il souligne également que l'attitude du Rwanda, en tant que contributeur majeur aux missions de maintien de la paix de l'ONU, est profondément préoccupante et mérite une évaluation sérieuse de la part de la communauté internationale.

Cette mobilisation de moyens militaires davantage sophistiqués dans une zone où plusieurs armées sont présentes, notamment la RDC, le Rwanda et le Burundi, ainsi que les contingents de la Monusco et de la SADC, suscite des préoccupations majeures et alimente les craintes d'une escalade plus grave du conflit.

RFI/LRP

=====ESPACE MIDEMA : désormais à Kikwit=====

**Inauguration du nouveau dépôt MIDEMA de Kikwit, en présence du Maire et du Commandant de la Police de la ville.**

**MIDEMA, toujours plus prêt de vous !**

**Inauguration of the new MIDEMA warehouse in Kikwit, in the presence of the Mayor and the city's Police Commander.**

**MIDEMA, always closer to you !**

**#RDC #RDCongo #Kikwit #Kinshasa #developpement #minoterie #boulangerie #patisserie**

Affaire de banalisation des Jeeps offertes aux députés provinciaux de l'UDPS à Kinshasa

## ODEP : " Augustin Kabuya est l'image emblématique de la corruption ! "

L'affaire des véhicules offerts par le secrétaire général de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS/Tshisekedi), à la veille des sénatoriales, n'arrête de susciter des commentaires d'indignation. La goutte d'eau qui a fait déborder le vase, c'est la sortie médiatique de l'auteur de cette offre indécente pour justifier son geste qui frise l'immoralité. Pour l'Obser-

vatoire de la dépense publique (ODEP), une structure de Contrôle citoyen des finances publiques de la République Démocratique du Congo (RDC), Augustin Kabuya Tshilumba, lui-même candidat sénateur pour la ville de Kinshasa lors de la distribution de ces cadeaux est, ni moins ni plus, l'image emblématique de la corruption légitimée et légalisée au sommet de l'Etat.

Dans un communiqué signé en date du 03 mai par son président du conseil d'administration, le professeur Florimont Muteba Tshitenge, dont une copie est parvenue à La Référence Plus, l'ODEP souligne qu'en octroyant des véhicules en cadeaux à des députés provinciaux, ses futurs électeurs, le candidat Sénateur Augustin Kabuya a commis un acte de corruption et non de motivation. " La position de l'ODEP

est claire, il s'agit bel et bien d'un pot-de-vin, donc la corruption ", peut-on lire dans ce communiqué.

Pour l'ODEP Augustin Kabuya est un des grands prêtres de cette nouvelle religion partie du Hold-up lui-même fruit des vastes opérations de corruption.

Lisez ci-dessous l'intégralité du communiqué N°005/ODEP/MAI/2024.



Observatoire de la Dépense Publique

Contrôle citoyen des finances publiques de la République Démocratique du Congo

COMMUNIQUE N°005/ODEP/MAI/2024

### AUGUSTIN KABUYA OU L'IMAGE EMBLEMATIQUE DE LA CORRUPTION LEGITIMEE ET LEGALISEE AU SOMMET DE L'ETAT EN RDC

L'affaire de la banalisation de l'acte de corruption commis par le chef du parti au pouvoir UDPS, Augustin KABUYA est en train de défrayer la chronique en ce moment.

Le candidat Sénateur Augustin KABUYA octroi des véhicules en cadeaux à des députés provinciaux, ses futurs électeurs. Motivation ou corruption, la position de l'ODEP est claire, il s'agit bel et bien d'un pot-de-vin, donc la corruption.

#### I. DEFINITION DE LA CORRUPTION

Le PNUD définit la corruption comme " un abus d'autorité pour un profit personnel ! ". Il en découle que le phénomène de corruption est commun aux secteurs public et privé et peut prendre la forme d'interactions malhonnêtes entre les deux sphères. En outre, cette définition est suffisamment large pour couvrir la corruption impliquant les acteurs non gouvernementaux. Les formes les plus fréquentes de corruption auxquelles se réfère le rapport du PNUD sont les suivantes :

o Un pot-de-vin (ou paiement occulte) désigne le fait de proposer de l'argent, des services ou d'autres faveurs en échange d'une action en retour. On parle de dessous-de-table, prix du silence ou racket.

o Le copinage et le clientélisme désignent le traitement de faveur dont bénéficient amis et associés dans l'attribution de postes ou de revenus, indépendamment de leur qualification objective.

o Le détournement de fonds est l'appropriation frauduleuse de fonds légalement confiés à un individu du fait de ses fonctions officielles de gestionnaire ou de tuteur.

o L'extorsion est le fait de solliciter ou de recevoir de façon illicite des biens, de l'argent ou des informations sensibles, pour obtenir un concours par la force ou la menace.

o L'escroquerie désigne une déclaration intentionnellement fautive en vue d'obtenir un avantage injuste, en fournissant ou en recevant des informations fausses ou trompeuses.

o La grande corruption concerne le versement de pots-de-vin ou le détournement d'énormes sommes d'argent par des individus aux plus hauts échelons du gouvernement.

o Le népotisme est une forme de favoritisme impliquant les relations familiales. Il s'agit le plus souvent de se servir de son pouvoir et de son autorité pour procurer un emploi ou tout autre faveur à ses membres de famille.

o Le terme de parrainage est utilisé pour qualifier l'appui ou le parrainage d'un protecteur (fortuné ou influent), par exemple pour des nominations au sein du gouvernement ou pour l'attribution de contrats.

o La petite corruption, aussi appelée corruption administrative, implique des contrats de bas étage entre citoyens, hommes d'affaires et employés, le plus souvent dans la mise en œuvre des politiques publiques. C'est une pratique courante dans les prestations liées au service public, tel que la santé.

La corruption politique est l'exercice abusif du pouvoir politique à des fins de profit ou d'enrichissement personnels et/ou dans le but de préserver ou de renforcer son pouvoir.

La captation de l'Etat désigne le fait pour un Etat d'être sous la coupe d'individus, groupes ou entreprises qui influencent l'élaboration des lois, règles et réglementation pour servir leurs intérêts privés. Il s'agit d'une forme de corruption "Légalisée"

#### II. LE COUT DE LA CORRUPTION DANS NOTRE PAYS

o Général : fragilité de l'Etat (Incapacité généralisée à répondre aux attentes de la population ainsi qu'à ses propres besoins institutionnels ;

o Politique : incapacité de l'Etat de fonctionner et stigmatisation du Congolais ; Instabilité des institutions

o Juridique : notion théorique de la protection du citoyen avec quasi-impossibilité d'obtenir justice, transformation de la police en institution judiciaire et magistrature avec pouvoir judiciaire constitutionnelle sur papier ;

o Moral : inversion des valeurs morales qui déplacent les frontières de la honte ;

o Economique : pertes colossales de recettes de l'Etat et abus dans l'affectation des ressources ;

o Social : dégradation des infrastructures sociales ;

o Sécuritaire : conflit qui a coûté plus de 6 millions de vie, et armée et police complètement désorganisée, etc.

#### III. LES OBSERVATIONS DE L'ODEP

Depuis décembre 2018, depuis cet Holdup électoral de triste mémoire commis par Joseph KABILA en faveur de son ami et successeur Félix TSHISEKEDI, la culture de la corruption n'a fait que s'empirer en RDC. C'est vrai que les résultats obtenus améliorant de 10 points l'indice de la perception de la corruption selon Transparency international, nous avait donné un petit espoir de voir régresser ce fléau mais hélas le dernier cycle électoral sous l'aire de l'UDPS fait craindre un recul catastrophique pour l'année 2024.

Les propos tenus par le Président TSHISEKEDI visant à banaliser la rétrocommission et même à l'absoudre comme péché mortel cette grave forme de la corruption, ont consacré la corruption comme culture et mode de gouvernance en RDC. Depuis lors, ces mots-là sonnent chaque jour comme une loi non écrite, un encouragement, une autorisation tacite de plonger dans l'océan de la corruption dans la tête de chaque cadre de l'UDPS, l'Union Sacré, le Cabinet du Président, le Gouvernement, les entreprises publiques, les Etablissements publics.

Depuis 2019, on nage dans les scandales de détournement, des rétrocommissions, de pots pot de vin, on n'en finit pas. Augustin KABUYA est un des grands prêtres de cette nouvelle religion partie de l'Hold-up lui-même fruit des vastes opérations de corruption et des propos du Président sur la corruption - rétrocommission.

Kabuya dans son escroquerie intellectuelle, est allé jusqu'à manquer du respect aux Léopards, notre valeureux patrimoine national en comparant ses pots de vins offerts aux députés provinciaux aux primes normales, méritées à nos vaillants Léopards. " Milimo ya ba koko elanda ye !!! " comme aimait dire le Maréchal MOBUTU aux traitres à la nation comme Kabuya dans ce cas d'espèce.

Pour conclure : Mise en danger de mort de notre pays par la perversion de sa culture et ses valeurs éthiques et morales héritées de nos ancêtres.

La classe politique actuelle et particulièrement ceux qui sont maintenant habitués à accéder au pouvoir par des vastes opérations des fraudes électorales introduisent au fur et à mesure des nombreuses antivaleurs dans notre culture collective dont le résultat global prévisible est la mort de notre pays.

Le développement est le triomphe de la culture mais laquelle ? Celle qui

(Suite à la page 16)



MINISTRE DE L'AGRICULTURE  
PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT RURAL INCLUSIF ET  
RESILIENT



**PADRIR**

## AVIS D'APPEL A CANDIDATURES N°03/PADRIR-FIDA/ UNCP/04/2024

### TERMES DE REFERENCE DU PERSONNEL D'APPUI DU PROGRAMME

Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo (RDC) a reçu du Fonds International de Développement Agricole un prêt/don de 130 millions de Dollars Américains pour couvrir le financement du Programme d'Appui au Développement Rural Inclusif et Résilient, PADRIR en sigle. Par ailleurs, il a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour le recrutement du Personnel d'Appui du Programme.

Le PADRIR interviendra dans quatre (4) provinces de la RDC (Maniema, Lomami, Kasai Oriental et Kasai Central), dans lesquelles il existe un énorme potentiel de développement des filières/cultures vivrières climato-résilientes et des opportunités économiques pour le groupe-cible composé de jeunes, femmes et peuples autochtones.

L'objectif général du PADRIR est de contribuer à la réduction de la pauvreté rurale et à l'amélioration des revenus de petits producteurs, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et de la résilience au changement climatique.

Le PADRIR comporte les trois composantes suivantes :

1. Appui à la production, commercialisation et structuration des filières climatorésilientes
2. Développement des infrastructures rurales climato-résilientes, et
3. Coordination, gestion, suivi-évaluation et capitalisation des connaissances.

L'Unité Nationale de Coordination du Programme (UNCP) lance un avis de recrutement des Secrétaires de Direction pour les 2 Unités Provinciales de Coordination basée à Mbuji-Mayi (Province du Kasai Oriental) et à Kindu (Province du Maniema).

Seules les personnes de nationalité congolaise issues de secteurs privés ou publics sont habilitées à présenter leurs candidatures.

Les personnes retenues souscriront des contrats de travail à durée déterminée d'un (1) an renouvelable, avec les UCP. Des évaluations de performances seront faites régulièrement.

**N.B.** : La période probatoire est de trois (3) mois, à dater de la signature du premier contrat et les candidatures féminines sont fortement encouragées.

Les dossiers de candidatures doivent être composés de :

1. Une lettre de motivation pour le poste concerné ;
2. Un Curriculum Vitae (CV) détaillé mis à jour avec trois (3) personnes de référence (noms complets, adresses E-mail ainsi que les numéros de téléphone) ;
3. Un certificat d'aptitude physique ;
4. Des copies des diplômes et des attestations de travail justifiant l'expérience acquise ;
5. Avoir un permis de conduire en cours de validité (pour les chauffeurs).

Les dossiers sous pli fermé adressées aux Coordonnateurs Provinciaux du Programme aux adresses suivantes :

> Au poste de Secrétaire de direction de l'UCP/Mbuji-Mayi :

**Bâtiment de l'Inspection Provinciale de l'Agriculture, Réf. Site PMKO, Ville de Mbuji-Mayi dans la Province du Kasai Oriental ou par E-mail : pascal.kabonqo@padrir.org et uncp@padrir.org**

> Au poste de Secrétaire de direction de l'UCP/Kindu :

**Boulevard Joseph KABILA, N° 175, Quartier LUAMA, Commune de KASUKU, Ville de Kindu dans la Province du Maniema ou par E-mail : claude.kambale@padrir.org et uncp@padrir.org**

Date de publication : 02 Mai 2024

Date de clôture : 13 Mai 2024 à 16h00.

La sélection se fera en deux (2) phases :

- La première consistera en une présélection des dossiers ;
- La seconde va concerner uniquement les candidats retenus lors de la présélection des dossiers, consistera en une série d'épreuves écrites et pratiques avec les membres de l'UCP. Ci-dessous, le profil des postes prévus.

#### DESCRIPTION DES POSTES ET PROFILS

##### 1. Secrétaire de Direction

**Objet de la mission** : Les présents termes de référence concernent l'acquisition des services d'un personnel d'appui en vue d'accomplir les tâches de Secrétaire de Direction pour le Programme d'Appui au Dé-

veloppement Rural Inclusif et Résilient " PADRIR ".

**Mandat général** : Le (la) Secrétaire de Direction dépend hiérarchiquement du Coordonnateur du Provincial. Il (elle) collabore étroitement avec tout le personnel du Programme.

##### Mandat spécifique

A ce titre, il (elle) devra assumer notamment les tâches suivantes :

- Recevoir, ouvrir, dépouiller et fait enregistrer le courrier (sauf lettres personnelles) ;
- Soumettre au Coordonnateur le courrier classé dans l'ordre d'importance et d'urgence, accompagné des lettres et renseignements antérieurs ;
- Transmettre au Coordonnateur le courrier confidentiel ;
- Classer le courrier (ou faire classer) suivant les indications du Coordonnateur ;
- Préparer les dossiers des réunions ;
- Tenir le fichier ou le répertoire des noms et adresses des partenaires impliqués dans la mise en œuvre du Programme ;
- Préparer les présentations du Coordonnateur par Power Point ;
- Recevoir les visites, obtenir les rendez-vous et éloigner les inopportuns, tenir à jour le carnet des rendez-vous ;
- Mettre en forme les documents (rapports, propositions de services), les relier, les scanner et les expédier dans le délai imparti ;
- Assurer la préparation, la réception, l'expédition et la distribution des courriers et autres documents administratifs et professionnels du bureau ;
- S'assurer que les courriers et autres documents administratifs et professionnels sont triés, datés, enregistrés, classés ou distribués d'une manière appropriée et en temps opportun ;
- Recevoir, transférer et effectuer des appels téléphoniques du bureau ;
- Prendre et organiser les rendez-vous professionnels nécessaires pour le fonctionnement du bureau ;
- Organiser les réunions et autres rencontres pour le personnel et la coordination du Programme ;
- Organiser les déplacements professionnels dans les différents sites du Programme et à l'extérieur de la RDC du personnel de l'UPC ;
- S'occuper des visiteurs du bureau, organise leurs accueils, leurs séjours (réservations chambres d'hôtel ...) et ainsi que leurs départs suivant leurs calendriers ;
- Etre en mesure de travailler sous pression ;
- Exécuter toute autre tâche lui confiée par la hiérarchie.

##### Profil et compétences du (de la) candidat (e)

En plus de disposer de très bonnes connaissances en Secrétariat de Direction, le candidat devra remplir les conditions suivantes :

- Avoir au minimum un diplôme de gradué en Techniques du Secrétariat ou tout autre domaine y relatif ;
- Avoir une bonne connaissance en informatique, principalement les Logiciels MS/Word, MS/Excel, MS/PowerPoint ;
- Avoir une bonne maîtrise du français parlé et écrit. La connaissance de l'anglais serait un atout ;
- Avoir les contacts humains faciles et être capable de travailler dans un environnement multidisciplinaire ;
- Etre âgé de 55 ans au plus à la date de publication de l'avis à candidature ;
- Etre un bon communicateur et jouir d'une intégrité morale éprouvée ;
- Avoir une expérience d'au moins 3 ans en Secrétariat de Direction.

**Damien Joseph MUTEBA KALALA**





Le Secrétariat Exécutif

République Démocratique Du Congo  
**MINISTÈRE DES FINANCES**  
 Comité de Pilotage et d'Orientation de la Réforme des Finances Publiques  
**" COREF "**

## Intention d'attribution de Marché N°0309/MIN/FIN/COREF/SE/PM/05/2024

A l'attention de :  
**ABS SARL**  
 8, Avenue Mpolo Maurice  
 Kinshasa/Gombe  
 Tél. : +243 898 351 248

**AFRIDEV GROUP**  
 15, avenue de la Montagne  
 Kinshasa/Ngaliema  
 Tél. : +243 816 995 249

Local 74, Immeuble Botour, avenue Co-  
 lonel Ebeya  
 Kinshasa/Gombe  
 Tél. : +243 817 419 690

**NEW ELECTRONICS**  
 130, Blvd du 30 Juin  
 Kinshasa/Gombe  
 Tél : +243 901 077 210

**STEFA SARL**  
 27, avenue du Marché  
 Kinshasa/Gombe  
 Tél : +243 816 757 577

**INFORMATIC SOLUTION SARL**  
 10, avenue du Port  
 Kinshasa/Gombe  
 Tél- : +243 852 076 393  
**M.INTERCOM**

**UAC**  
 3343, Croisement des avenues de  
 l'Equateur et Nation  
 Kinshasa/Gombe  
 Tél. : +243 810 818 306

**Objet :** Notification d'Intention d'Attribution de Marché  
**Client :** Comité de Pilotage et d'Orientation de la Réforme des Finances Publiques (COREF)

**Intitulé du Marché :** Acquisition des fournitures de bureau en deux lots distincts : lot 1 : pour les 12 DAF des Ministères de la 1ère vague (Développement Rural, Agriculture, Fonction Publique, Portefeuille, Environnement, ITPR, EPSP, Plan, Budget, Santé, Finances et Primature) ; lot 2 : pour les 20 nouvelles CGPMP

**Pays :** République Démocratique du Congo

**Crédit et Don IDA N° 70200-ZR et D9510-ZR**

**N° AON ZR-COREF-411793-GO-RFB**

Par la présente Notification de l'intention d'attribution (la Notification) nous vous informons de notre décision d'attribuer le Marché ci-dessus. L'envoi de la Notification marque le commencement de la Période d'attente, Durant ladite période, il vous est possible de

- (i) demander un débriefing concernant l'évaluation de votre Proposition, et/ou
- (ii) soumettre une réclamation concernant la passation du marché, portant sur la décision d'attribuer le marché.

### 1. Soumissionnaire retenu

<b>Nom :</b>	<b>STEFA SARL</b>
<b>Adresse :</b>	27, avenue du Marché, Commune de la Gombe, Ville de Kinshasa, RDC Tél. : (+243) 816 757 577 Email: stefamangement@gmail.com
<b>Durée du contrat</b>	La durée du contrat est de 3 mois calendaire
<b>Champ d'application</b>	Le Marché porte sur l'acquisition des fournitures de bureau en deux lots distincts : lot 1 : pour les 12 DAF des Ministères de la 1ère vague (Développement Rural, Agriculture, Fonction Publique, Portefeuille, Environnement, ITPR, EPSP, Plan, Budget, Santé, Finances Et Primature) ; lot 2 : pour les 20 nouvelles CGPMP.
<b>Montant</b>	Lot 1 : 250 936, 50 USD HT Lot 2 : 342 268 USD HT

### 2. Autres soumissions et Motif(s) pour lequel(s) la soumission n'a pas été retenue

Soumissionnaire	Prix de l'offre lue publiquement (USD)	Prix de l'offre Corrigée (USD)	Motif(s)
ABS SARL	Lot 1 : 338 025, 60 USD Lot 2 : 437 062 USD	Lot 1 : 338 025, 60 USD Lot 2 : 437 062 USD	Offre éliminée à l'évaluation préliminaire, l'entreprise n'a pas fourni la procuration et les états financiers certifiés
NEW ELECTRONIC SARL	Lot 1 : 399 015,18 HT et 462 857,61 TTC Lot 2 : 574 735 USD HT et 696 692, 60 USD TTC	Lot 1 : 399 096,15 HT et 462 939,93 TTC Lot 2 : 574 755,42 USD HT et 696 716,29 USD TTC	Offre évaluée non moins disante
M.INTERCOM	Lot 1 : 313 797, 17 USD HT Lot 2 : 411 633, 35 USD TTC	Lot 1 : 313 797, 17 USD HT Lot 2 : 411 633, 35 USD TTC	Offre évaluée non moins disante
AFRIDEV GROUP	Lot 1 : 642 421, 41 USD HT Lot 2 : 627 447, 08 USD HT	Lot 1 : 642 421, 41 USD HT Lot 2 : 627 447, 08 USD HT	Offre éliminée à l'évaluation préliminaire, l'entreprise n'a pas fourni l'attestation fiscale.
UAC	Lot 1 : 306 483, 02 USD HT Lot 2 : 411 815, 60 USD HT	Lot 1 : 306 483, 02 USD HT Lot 2 : 411 815, 60 USD HT	Offre éliminée à l'évaluation préliminaire, l'entreprise a fourni la garantie de soumission inférieure à celle exigée
INFORMATIC SOLUTION SA	Lot 1 : 306 830, 02 USD Lot 2 : 593 206,09 USD	Lot 1 : 306 830, 02 USD Lot 2 : 593 206,09 USD	Offre éliminée à l'évaluation préliminaire, l'entreprise a fourni la garantie de soumission inférieure à celle exigée

### 3. Comment demander un débriefing

**Date et heure limites :** l'heure et la date limite pour demander un débriefing est minuit, heure locale de Kinshasa, le 06 mai 2024.

Vous pouvez demander un débriefing concernant les résultats de l'évaluation de votre Offre. Si vous désirez demander un débriefing, votre demande écrite doit être présentée dans le délai de trois (3) jours ouvrables à compter de la réception de la présente Notification d'intention d'attribution.

Indiquer l'intitulé du marché, le numéro de référence, le nom du Soumissionnaire, les détails du marché et l'adresse pour la présentation de la demande de débriefing comme suit:

*A l'attention de : Mr Godefroid MISENGA MILABYO*

*Secrétaire Exécutif*

*Tél : +243 813 192 957*

*Adresse mail : [passationdesmarches@coref.cd](mailto:passationdesmarches@coref.cd)*

### 4. Comment formuler une réclamation

#### Informations complémentaires :

Pour obtenir plus d'informations, prière de vous référer aux Règles de Passation de Marchés applicables aux Emprunteurs dans le cadre de financement de projets d'investissement, en date de juillet 2016 (Règles de Passation de Marchés) (Annexe III). Il vous est demandé de lire ces documents avant de préparer et présenter votre réclamation. En outre la Recommandation de la Banque Mondiale intitulée " Comment formuler une réclamation relative à la passation des marchés " fournit des explications utiles sur le processus, ainsi qu'un modèle de lettre de réclamation-

En résumé, les quatre exigences ci-après sont essentielles

1. Vous devez être une partie intéressée Dans le cas présent, cela signifie un Soumissionnaire ayant remis une Offre dans le cadre de ce processus de sélection, et destinataire d'une Notification d'intention d'attribution.
2. La réclamation peut contester la décision d'attribution du marché exclusivement.
3. La réclamation doit être reçue avant la date et l'heure limites indiquées ci-après.
4. Vous devez fournir dans la réclamation, tous les renseignements demandés par les Règles de Passation de Marchés (comme décrits à

l'Annexe III)

### 5. Période d'attente

**Date et heure limites :** l'heure et la date limite d'expiration de la Période d'attente est minuit, heure locale de Kinshasa, le 14 mai 2024.

La période d'attente est de dix (10) jours ouvrables à compter de la date de publication de la présente Notification de l'intention d'attribution.

Fait à Kinshasa, le 03 MAI 2024

Godefroid MISENGA MILABYO



Le Secrétariat Exécutif

République Démocratique Du Congo  
MINISTÈRE DES FINANCES  
Comité de Pilotage et d'Orientation de la Réforme des Finances Publiques  
**"COREF"**

## Intention d'attribution de marché N°0310/MIN/FIN/COREF/SE/PM/05/2024

**COMPUTECH**  
32, avenue Colonel Ebeya  
Kinshasa/Gombe  
Tél : +243 907 484 848

**REMA GROUPE**  
50405 avenue Ouganda  
Kinshasa/Gombe  
Tél. ; +243 992 348 989/844 446 197

**UNLIMITED**  
15, nouvelles Galeries présidentielles, app.78 Kinshasa/Gombe  
Tél : +243 997 573 930

**ETSEMPREINTE**  
13 rue industriel, n079, Cfr Caritas 1er Niveau  
Kinshasa/Limete  
Tél- : +243 844 687 042  
**XIT SARL**  
835, Blvd du 30 juin, complexe Mwana Nteba  
Kinshasa/Gombe  
Tel. : +243 810184170

**ETS TRADING CONGO**  
502, Riveira résidence, av. du commerce  
Kinshasa/Gombe  
Tel : +243 971 845 678/976 417 393

**UAC**  
3343, Croisement des avenues de l'équateur et nation Kinshasa/Gombe  
Tél- : +243 810 818 306

**NEW ELECTRONICS**  
130, Blvd du 30 Juin  
Kinshasa/Gombe  
Tél : +243 901 077 210

**USCT SARL**  
769, avenue de l'Equateur, immeuble USCT  
Kinshasa/Gombe

**TECHNOCOM**

11, avenue de la Presse  
Kinshasa/Gombe  
Tél : +243 824 644 444

**GOSPEL TRANSIT**  
195, avenue Colonel Ebeya  
Kinshasa/Gombe  
TÉ. : +243 898 914 049

**BUROTOP IRIS**  
24 avenue Colonel Ebeya  
Kinshasa/Gombe  
Tel : +243 992 884 888

**Objet :** Intention d'Attribution de Marché  
**Client :** Comité de Pilotage et d'Orientation de la Réforme des Finances Publiques (COREF)  
**Intitulé du Marché :** Acquisition des équipements informatiques (80 lecteurs d'empreintes pour identification biométrique et 80 machines d'impression des cartes) en faveur de la Fonction Publique (DBDR)  
**Pays :** République Démocratique du Congo  
**Crédit et Don IDA N° 70200-ZR et D9510-ZR**  
**N° AON ZR-COREF411792-GO-RFB**

Par la présente Notification de l'intention d'attribution (la Notification) nous vous informons de notre décision d'attribuer le Marché ci-dessus- L'envoi de la Notification marque le commencement de la Période d'attente. Durant ladite période, il vous est possible de :

- (i) demander un débriefing concernant l'évaluation de votre Proposition, et/ou
- (ii) soumettre une réclamation concernant la passation du marché, portant sur la décision d'attribuer le marché.

### 1. Soumissionnaire retenu

<b>Nom :</b>	<b>REMA GROUPE</b>
<b>Adresse :</b>	5040, avenue Ouganda, Commune de la Gombe, Ville de Kinshasa, RDC Tel. : (+243) 992 348 989/844 446 197 Email : rhemagroupesarl@gmail.com
<b>Durée du contrat</b>	La durée du contrat est de 3 mois calendaire
<b>Champ d'application</b>	Le Marché porte sur l'acquisition des équipements informatiques (80 lecteurs d'empreintes pour identification biométrique et 80 machines d'impression des cartes) en faveur de la Fonction Publique (DBDR).
<b>Montant</b>	1 185 875,00 USD HT

### 2. Autres soumissions et Motif(s) pour lequel(s) la soumission n'a pas été retenue

Soumissionnaire	Prix de l'offre publiquement (USD)	Prix de l'offre Corrigée (USD)	Motif(s)
BUROTOP IRIS	303 110 USD HT	303 110 USD HT	Offre évaluée mais le lecteur d'empreinte n'est pas conforme aux spécifications techniques
ETS TRADING CONGO	227 200 USD HT	227 200 USD HT	Offre éliminée à l'évaluation préliminaire, l'entreprise n'a pas fourni les éléments ci-après tels que requis dans le DAO : (i) l'habilitation de signature ou procuration, (ii) le délai de validité de l'offre ; (iii) le service après-vente
GOSPEL TRANSIT	899 310 USD TTC	899 310 USD TTC	Offre évaluée, l'entreprise n'a pas précisé dans son offre les points 2, 3 et 4, c'est-à-dire la description du produit telle que requise dans le DAO et spécifications techniques
COMPUTECH	765 300,00 USD HT	765 300,00 USD HT	Offre évaluée mais le lecteur d'empreinte n'est pas conforme aux spécifications techniques
NEW ELECTRONICS SARL	315 220 USD HT	315 220 USD HT	Offre évaluée mais le lecteur d'empreinte n'est pas conforme aux spécifications techniques
TECHNOCOM	636 500 USD HT	636 500 USD HT	Offre évaluée mais le lecteur d'empreinte n'est pas conforme aux spécifications techniques
ETS EMPREINTE	299 600 USD HT	299 600 USD HT	Offre éliminée à l'évaluation préliminaire, l'entreprise n'a pas fourni les marchés similaires
UAC	244 940 USD HT	244 940 USD HT	Offre évaluée mais le lecteur d'empreinte n'est pas conforme aux spécifications techniques
USCT SARL	285 476\$ TTC	285 476\$ TTC	Offre évaluée mais le lecteur d'empreinte n'est pas conforme aux spécifications techniques
UNLIMITED	1 400 000 USD HT	1 400 000 USD HT	Offre évaluée non moins disante
XIT SARL	454 614,4 USD HT	454 614,4 USD HT	Offre éliminée à l'évaluation préliminaire, l'entreprise n'a pas fourni l'attestation fiscale

### 3. Comment demander un débriefing

**Date et heure limites :** l'heure et la date limite pour demander un débriefing est minuit, heure locale de Kinshasa, le 06 mai 2024.

Vous pouvez demander un débriefing concernant les résultats de l'évaluation de votre Offre. Si vous désirez demander un débriefing, votre demande écrite doit être présentée dans le délai de trois (3) jours ouvrables à compter de la réception de la présente Notification d'intention d'attribution.

Indiquer l'intitulé du marché, le numéro de référence, le nom du Soumissionnaire, les détails du marché et l'adresse pour la présentation de la demande de débriefing comme suit :

**A l'attention de : Mr Godefroid MISENGA MILABYO**  
Secrétaire Exécutif  
Tél : +243 813 192 957  
Adresse mail : [passationdesmarches@coref.cd](mailto:passationdesmarches@coref.cd)

### 4. Comment formuler une réclamation

#### Informations complémentaires:

Pour obtenir plus d'informations, prière de vous référer aux Règles de Passation de Marchés applicables aux Emprunteurs dans le cadre de financement de projets d'investissement, en date de juillet 2016 (Règles de Passation de Marchés) (Annexe III). Il vous est demandé de lire ces documents avant de préparer et présenter votre réclamation. En outre, la Recommandation de la Banque Mondiale intitulée " Comment formuler une réclamation relative à la passation des marchés " fournit des explications utiles sur le processus, ainsi qu'un modèle de lettre de réclamation.

En résumé, les quatre exigences ci-après sont essentielles :

1. Vous devez être une partie intéressée ". Dans le cas présent, cela signifie un Soumissionnaire ayant remis une Offre dans le cadre de ce processus de sélection, et destinataire d'une Notification d'intention d'attribution,
2. La réclamation peut contester la décision d'attribution du marché exclusivement.
3. La réclamation doit être reçue avant la date et l'heure limites indiquées ci-après.
4. Vous devez fournir dans la réclamation, tous les renseignements demandés par les Règles de Passation de Marchés (comme décrits à l'Annexe III).

### 5. Période d'attente

**Date et heure limites :** l'heure et la date limite d'expiration de la Période d'attente est minuit, heure locale de Kinshasa, le 14 mai 2024.

La période d'attente est de dix (10) jours ouvrables à compter de la date de publication de la présente Notification de l'intention d'attribution.

Fait à Kinshasa, le 03 MAI 2024



# **COMMUNIQUE INITIATIVE " I BELIEVE IN DRC "**

En marge de la réélection du Chef de l'Etat et de nombreux Congolais aux élections législatives Nationales, Provinciales et des Conseillers communaux, l'initiative citoyenne " I believe in DRC , je crois à la RDC ", invite des élus à divers niveaux de venir se procurer pour leurs circonscriptions respectives : Tasses, T-shirts, Trainings aux motifs des 26 Provinces, 52 Villes et 145 Territoires pour témoigner de l'amour patriotique et l'attachement aux circonscriptions électorales.

Par ailleurs, la même offre est faite pour toute la population congolaise à acheter ces différents objets aux motifs de leurs entités comme preuve d'amour patriotique à cette marque protégée. Cette initiative poursuit trois objectifs à savoir: 1. Lutte contre la pauvreté par la promotion de la RDC, 2.Soutien indirect aux FARDC et 3.Stimuler la flamme d'amour de la patrie. Aussi, l'offre de l'initiative " I believe in RDC " ainsi lancée, servira de test pour identifier par un jury adhoc celles ou ceux qui aiment véritablement la République Démocratique du Congo.

**Pour tous contacts : 0810127294 - 0999923379**  
**Adresse provisoire : 291B, Av. Kasongo-Lunda, en**  
**face de l'Académie des Beaux-Arts.**

# Fête du travail : La Coordination Nationale de l'ITF-RDC appelle à l'action contre la crise humanitaire en RDC

Réunis lors du Rassemblement organisé par le gouvernement congolais pour la journée internationale du travail, le 1er mai 2024, les membres des syndicats affiliés à la Fédération Internationale des Ouvriers du Transport en République Démocratique du Congo (ITF-RDC) ont émis une déclaration publiée vendredi 03 mai 2024 à Kinshasa, sur la crise humanitaire qui sévit dans le pays.

Selon la coordination ITR/RDC, représentée par Mme Joëlle Mputu Meba, la situation dans l'est de la RDC, marquée par des conflits armés persistants, a été au cœur des préoccupations exprimées. Avec près de 12 millions de morts et plus de 6 millions de déplacements massifs de populations vers les centres urbains, la crise humanitaire s'aggrave chaque jour, a-t-elle ajouté dans la déclaration signée par six organisations syndicales affiliées à savoir: "Actions"; "CSC-Transcom"; "Solidarité"; "Syta"; "NDS" ainsi que USA. Les secteurs du transport, dont l'aviation civile, la-custre, terrestre et ferroviaire, ont été

durement touchés, entraînant des pertes d'emplois massives et des condi-



tions de travail de plus en plus précaires pour les travailleurs et travailleuses.

La Coordination Nationale de l'ITF-RDC a souligné les conséquences désastreuses de cette crise, notamment la difficulté croissante à mener

des activités syndicales en raison de la perte de cotisations et les pertes

économiques considérables dans divers secteurs. Les femmes et les jeunes sont particulièrement vulnérables, étant les premières victimes des atrocités de guerre.

Dans leur déclaration, les organisations membres de l'ITF-RDC ont

appelé le gouvernement congolais à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour mettre fin à la guerre et à la crise humanitaire qui sévit depuis plus de 30 ans. Ils ont lancé un appel poignant : "Stop. Ça suffit. Plus de 30 ans de guerre, c'est trop pour les travailleurs et travailleuses Congolais et Congolaises."

A travers cette déclaration, la coordination ITF/RDC espère que les autorités prendront des mesures concrètes pour mettre fin à cette tragédie humanitaire qui touche des millions de personnes en RDC.

Il sied de noter que ITF est une organisation internationale créée en 1890 et a son siège à Londres.

Elle regroupe près 18.000.000 (dix-huit millions) de travailleurs dans 157 pays. ITF est divisé en plusieurs sections telles que le chemin de fer, route, dockers, gens de mer, navigation intérieure, tourisme, pêche, aviation civile y compris un département des femmes et des jeunes travailleurs.

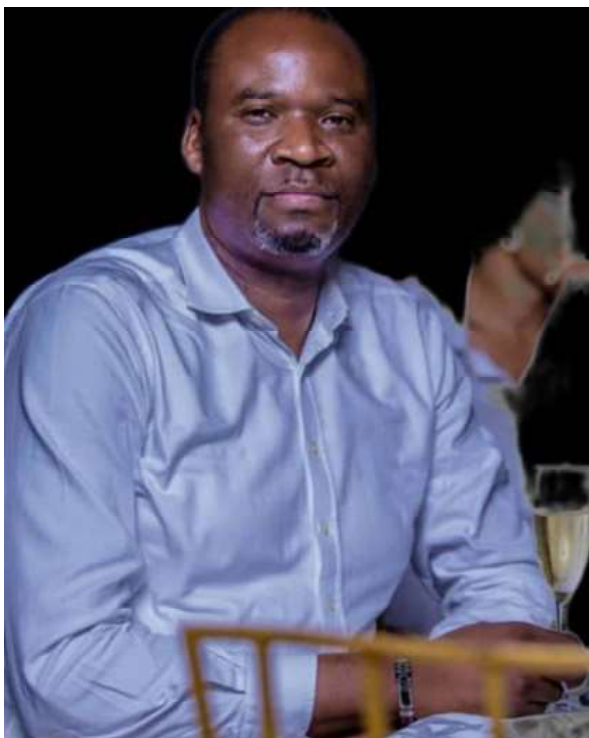
Grâce Ngyke

République Démocratique du Congo

Kinshasa, le 02 MAI 2024



## COMMUNIQUE NECROLOGIQUE



La Coordination Nationale de la Cellule d'exécution des financements en faveur des Etats fragiles, CPEF en sigle, a le profond regret d'annoncer le décès de Monsieur **MWEPU KATUMBA Cyrille**, Assistant logistique, survenu le 1er mai 2024 à Kinshasa.

En attendant le programme des funérailles qui vous sera communiqué ultérieurement, le deuil se tient au N°2 Bis, Quartier D, cité des Anciens combattants dans la commune de Ngaliema (Référence Station Cobil, Arrêt Barré).

Au nom de tout le personnel, nous présentons nos condoléances les plus attristées aux familles éplorées.

LUNGU KISOSO Alain  
Coordonnateur National



**Clôture du premier colloque organisé l'Asunicaco à Kinshasa :**

**Mgr Utambi invite les participants à être des missionnaires auprès de leurs institutions de ce qu'ils ont entendu et appris**

**Philippe Dephill Lipo**

Ouvert le jeudi 02 mai 2024 par Marcel Utambi Tapa, l'archevêque métropolitain de Kisangani et président de la conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO), le premier colloque organisé par l'association des universités et instituts supérieurs catholiques du Congo (Asunicaco) s'est clôturé le samedi 04 mai 2024.

Le traditionnel mot de clôture avait été prononcé par Monseigneur Donatien Nshole, en sa qualité de secrétaire général de cette organisation catholique, et ce, à la grande satisfaction de l'organisateur et des participants.

Prenant la parole lors de cette cérémonie de clôture, le professeur Abbé Léonard Santedi, Recteur de l'Université catholique du Congo (UCC) et président de ladite association, avait fait état que les succès de ces assises de trois jours étaient dus à l'intervention divine, à l'implication effective des conférenciers, à l'apport de la presse et à tous les services y affectés.

Durant ces trois jours d'intenses travaux, l'Esprit Saint nous a éclairé et ouvert nos intelligences à la compréhension de la réalité de l'enseignement catholique, avait-t-il déclaré.

Et de renchérir : " Qu'il nous soit permis de remercier avec emphase les conférenciers qui nous ont honorés par leurs prestations de haute facture. Ces prestations qui étaient les fruits de leurs connaissances et recherches pointues et pointillées, fines et finolées, aiguës et aiguisées pour ouvrir à tous le chemin, baliser la route et ouvrir les perspectives pour devenir le laboratoire d'humanisation.

A en croire Léonard Santedi, ce premier colloque organisé par son association a permis de voir comment l'éducation est un chantier complexe, un chemin pierreux, rocailleux et zigzaguant.

Quoiqu'il en soit, celle-ci n'est pas à supprimer car, sans elle, rien de bon ne peut se faire. Ainsi, a-t-il estimé, qu'il faudrait à tout prix investir dans l'éducation, mais alors dans une éducation de qualité qui milite sur l'harmonie entre science et conscience.

Pour le président de l'Asunicaco, les anti valeurs qui défigurent notre société d'aujourd'hui ne devraient en aucun cas avoir de place dans les universités et instituts supérieurs catholiques.

" La tricherie, la corruption, le tribalisme, les points sexuellement transmissibles, les diplômés politiquement acquis, ..., ne doivent pas avoir de place dans nos institutions d'enseignement supérieur et universitaire catholiques", avait martelé le professeur abbé Léonard Santedi.

Et d'ajouter : " la transfiguration de notre société défigurée des anti valeurs, exige une éducation de qualité basée sur des valeurs à la fois spirituelle et éthique, écologique et civique ainsi que technologique ".

Le professeur Abbé Léonard Santedi avait soutenu bec et ongles

qu'il appartient aux établissements d'enseignement catholiques ce devoir

supérieur catholique au service du développement humain intégral ".



**Le Prof abbé Léonard Santedi (au milieu), président de l'Asunicaco entouré de gauche à droite du Président de la CENCO, l'Archevêque Marcle Utambi, du Cardinal Ambongo, du Nonce apostolique Mgr Mijja Leskovar et d'autres personnalités ecclésiastiques lors de l'ouverture du colloque, le 02 mai 2024.**

sacré d'offrir à la jeunesse une formation complète, celui de bannir les formalités, de forger des tempéraments, construire une structure d'esprit permettant aux membres d'une communauté d'être et d'agir ensemble et d'espérer ensemble...

Bien avant de clore les travaux dudit colloque, Monseigneur Donatien Nshole, parlant au nom du président de l'institution des évêques catholiques, avait remercié tous les intervenants à ces assises pour la qualité de leurs interventions respectives.

Et également de souligner que le thème dudit colloque a aidé à comprendre la vocation, la mission et les spécificités des universités et instituts supérieurs catholiques.

Celles-ci ont attesté qu'en plus d'être de hauts lieux d'enseignement et des recherches audacieuses, ces institutions sont des laboratoires d'humanisation qui forment les humains épris de grandes valeurs spirituelles, transcendantes, et éthiques.

Ces universités et instituts supérieurs catholiques sont, sans conteste, des instruments et des soutiens au service de la mission évangélique de l'église dans un monde en proie aux guerres et à l'injustice...

Monseigneur Nshole avait formulé le vœu de voir l'Asunicaco aller de l'avant et porter plus haut l'étendard de l'enseignement catholique alliant foi et raison.

Par la même occasion, le Secrétaire général de la CENCO à inviter les uns et les autres à être des missionnaires auprès de leurs institutions respectives de ce qu'ils ont vu, entendu et appris durant les trois jours de ces assises.

**Du rapport général du colloque**

Présenté par le professeur Jean-René Mabwilo / Omnia Omnibus, le rapport général de ce premier colloque organisé par l'Asunicaco qui n'est pas à confondre avec un compte-rendu, encore moins un procès-verbal, se résume en ceci :

Du thème : " L'enseignement su-

perieur catholique au service du développement humain intégral ".

**Des axes d'orientation des conférences**

Les 19 conférences qui ont été animées par d'éminentes personnalités congolaises et étrangères du monde académique et religieux catholiques avaient trait à 4 principaux axes proposés par l'organisation, à savoir :

1. Identités et mission des universités et instituts supérieurs
2. Organisation, viabilité et politique de recherche des universités catholiques
3. Enseignement catholique et défis environnementaux, technologiques et éthiques
4. Enseignement catholique, recherche et service à la communauté.

Quelques recommandations et solutions proposées :

- Que les universités valorisent nos cultures et travail pour le progrès des peuples
- Que les universités soient effectivement au service de la communauté
- Que les universités visent la quête de l'excellence et en fassent leur leitmotiv
- Que les organisateurs de l'enseignement reconstruisent le double mythe d'une université comme solution de tout le monde est destinée à tout le monde
- Que les universités mettent un plaidoyer pour la mise en place des politiques publiques liées à l'éducation nationale
- Que les universités montent des mécanismes contre la corruption
- Que les universités renforcent l'éducation à l'éthique appliquée
- Que les universités pensent aux sanctions, notamment le retrait des diplômés aux personnes qui brilleront par une délinquance scientifique
- Que l'université favorisent le travail en synergie
- Que l'université octroient des distinctions honorifiques aux anciens ayant fait preuve d'une exemplarité professionnelle.

De tout ce qui précède, le deuxième colloque international de l'association des universités et instituts supérieurs catholiques se tiendra en 2028, alors que l'assemblée générale de cette structure aura lieu en 2025 à Kananga, chef-lieu de la province du Kasai Central au centre de la RDC.

Une certaine opinion scientifique estime que, puisqu'ils ont aussi la mission de donner des réponses à des problèmes divers qui se passent dans la société, les universités et instituts supérieurs catholiques de la République Démocratique du Congo doivent saisir le taureau par les cornes. Ils doivent s'investir à façonner un type d'homme nouveau, utile aussi bien à la société qu'à l'église.

**Des motivations**

Un cadre de réflexion scientifique autour dudit thème était une nécessité par la volonté d'améliorer la gouvernance universitaire et de renforcer le rayonnement de qualité tant dans les établissements publics que privés comme le requiert le plan stratégique 2022-2026 de l'enseignement supérieur et universitaire de la République Démocratique du Congo.

Également par le souci de promouvoir en milieu universitaire des valeurs de respect de la dignité humaine, d'assiduité au travail, de conscience professionnelle, de discipline, de rigueur, de transparence, d'équité et d'honnêteté.

Le colloque qui a duré trois jours avait jeté un regard rétrospectif sur le système éducatif du passé pré colonial et post colonial dans le but d'évaluer l'apport des universités et instituts supérieurs catholiques à la formation intégrale de la personne humaine, pour repenser leur construction actuelle à l'émergence d'une élite acquise à la haute culture scientifique et imprégnée des grandes valeurs inspirées de l'Évangile.

Une telle démarche au sentiment d'inachevé qui découle de la recrudescence des antivaleurs comme la corruption, la malhonnêteté, le tribalisme couplé du népotisme, la tricherie....

**Des objectifs généraux et spécifiques**

Le colloque s'était proposé comme objectif général de dégager des pistes susceptibles d'aider les établissements d'enseignement supérieur catholique à être des laboratoires d'humanisation où foi et raison s'embranchent.

A cet effet, comme objectifs spécifiques, il était utile de revenir sur les fondamentaux de l'éducation d'orientation catholique, d'attirer l'attention sur les financements et l'autonomisation des établissements d'enseignement supérieur catholique, sur l'intérêt à s'approprier les outils des Nouvelles technologies d'informa-

# Le foie serait presque aussi vital que le cœur ou le cerveau : découvrez pourquoi

Presque aussi important que le cœur ou le cerveau, le foie est un organe vital jouant un rôle essentiel au sein du corps humain.

## Le foie, un organe essentiel

Le foie est un organe essentiel qui joue un rôle vital au sein du corps humain. Voici ses principales fonctions :

" Métabolisme des nutriments : aide à transformer les nutriments absorbés par l'intestin en formes utilisables par le corps. Le foie régule également les niveaux de glucose dans le sang en convertissant l'excès de glucose en glycogène pour le stockage, et le glycogène en glucose selon les besoins.

" Synthèse des protéines : produit plusieurs protéines essentielles dont l'albumine (protéine maintenant la pression sanguine tout en transportant hormones, vitamines et autres substances) et les facteurs nécessaires à la coagulation du sang.

" Purification du sang : métabolise et élimine les substances nocives comme les médicaments, l'alcool et les toxines accumulées dans l'environnement.

" Production de bile, ce liquide essentiel à la digestion et à l'absorption des lipides dans l'intestin. La bile contient également des déchets à éliminer par le corps, comme la bilirubine, produit de dégradation de l'hémoglobine.

" Stockage des vitamines et minéraux : stocke les vitamines A, D,

E, K et B12, ainsi que des minéraux comme le fer et le cuivre, substances

minérales, le foie est un organe presque aussi important que le cœur ou le



essentielle à de nombreux processus biologiques.

" Régulation des hormones : modifie et décompose certaines hormones, y compris l'insuline, les hormones stéroïdes et thyroïdiennes, aidant ainsi à maintenir leur équilibre.

" Immunité : participe au bon fonctionnement du système immunitaire en produisant des protéines impliquées dans l'immunité tout en éliminant les bactéries du sang.

## Un organe aussi important que le cœur et le cerveau

En transformant les nutriments, fabriquant les protéines essentielles et en stockant de nombreuses vita-

les, le foie est un organe presque aussi important que le cœur ou le

## Pourquoi il est vital de prendre soin de son foie

Eu égard aux multiples fonctions qu'il remplit, s'assurer de la bonne santé de son foie doit être une priorité. Cet organe quasiment vital permet ainsi d'assurer les fonctions métaboliques essentielles, de neutraliser les toxines accumulées (médicaments, alcool et autres produits chi-

miques), de réguler les niveaux de sucre dans le sang ou encore de dégrader certaines hormones.

Une mauvaise santé du foie est alors susceptible d'engendrer un diabète, une obésité, une cirrhose, une hépatite A, B ou C, de l'hypertension, une ascite, une jaunisse, voire un cancer du foie (carcinome hépatocellulaire).

## Comment s'assurer de la bonne santé de son foie ?

Prendre soin de son foie passe par des habitudes alimentaires et une hygiène de vie saine. Voici quelques comportements à adopter pour conserver un foie en bonne santé sur le long terme :

" Jeûner de temps en temps (ou s'adonner au jeûne intermittent).

" Consommer des légumes à chaque repas, et notamment ceux de la famille des crucifères, riches en soufre et en flavonoïdes (brocolis, choux, etc.). Le radis noir est aussi un excellent aliment pour la santé du foie, tout comme l'ail et l'oignon.

" Éviter les aliments frits, les sauces et apéritifs industriels.

" Réduire sa consommation de sucres (incluant l'alcool), tout excès étant géré par le foie.

" Éviter de trop manger et de grignoter entre les repas.

" Exploiter le pouvoir des plantes (romarin, desmodium adscendens, pissenlit, chardon-marie).

Science Post / LRP

# A New York, le Congolais Olivier Ndoole reçoit le prix Global Citizen 2024

Olivier Ndoole, défenseur congolais de l'environnement et des droits fonciers des communautés locales a obtenu le prestigieux prix Global Citizen 2024, mercredi 3 mai à New York (Etats-Unis). Cet activiste a été primé dans la catégorie climat, reforestation et nature.

Les premiers mots d'Olivier Ndoole a été pour les activistes emprisonnés ou encore tués pour la défense de l'environnement. Ce lauréat du Global Citizen estime que ce prix est le fruit des efforts collectifs qui le pousse à continuer ce combat en faveur des communautés et des écosystèmes.

" Il y a eu ceux qui sont partis, ceux qui sont en prison à cause de ce combat mais le prix que nous venons de recevoir nous a non seulement rappelé tous ces moments de tristesse mais aussi ça nous a donné envie de continuer avec ce combat et de solliciter encore une fois l'apport de tous ", a-t-il déclaré après avoir reçu son prix.

Pour lui, cette reconnaissance

mondiale est une confirmation que la RDC regorge plusieurs ressources



Me. Olivier Ndoole, défenseur de l'environnement et du droit foncier des communautés locales reçoit le prestigieux prix Global Citizen 2024 dans la catégorie climat, reforestation et nature, à New York. Photo droits tiers

tant environnementales que communautaires.

Olivier Ndoole affirme qu'un effort est fait pour conserver et booster ces ressources :

" En RDC, nous avons les ressources au niveau de l'environnement pour aider le monde mais aussi en termes de mobilisation au niveau communautaire qui sont en train d'être mis en marche pour conserver ce qui existe et pour booster encore des réformes et des réflexions des idées ".

Le Prix Global Citizen met en lumière les individus et les organisations qui œuvrent pour un changement positif face aux défis mondiaux.

Depuis une quinzaine d'années, Me Ndoole, activiste foncier de renom, s'est engagé dans la lutte pour la protection de l'environnement et les droits fonciers.

Son dévouement et son travail acharné lui ont valu cette prestigieuse récompense.

RO/LRP

## Inondations au Kenya: des bidonvilles démolis pour forcer les populations à évacuer

**A**u Kenya, le cyclone Hidaya a considérablement perdu en puissance en atteignant les côtes de Tanzanie, samedi 4 mai. Les vents sont presque tombés mais l'agence météo kényane met tout de même en garde contre de fortes pluies ces jours-ci.

De fortes pluies sont devenues malheureusement trop fréquentes pour les Kényans ces derniers mois. Le bilan humain des inondations continue de grimper. 219 morts et plus de 200 000 déplacés. Comme réponse, le gouvernement a ordonné l'évacuation de toutes les zones à risques. Plusieurs quartiers de la capitale sont concernés.

Des habitations informelles sur des bandes riveraines, le long d'une rivière, ont déjà été démolies pour forcer les populations à évacuer. Des milliers de personnes se sont retrouvées à la rue, d'après les associations locales.

### Gravats à perte de vue

C'est ainsi que des gravats à perte de vue se trouvaient, samedi 4 mai, le long de la rivière dans le bidonville de Mukuru kwa Reuben, à Nairobi. La veille, s'y dressaient des commerces

et habitations informelles. La population avait jusqu'à 18h00, vendredi,



Des habitants de Nairobi tentent de récupérer leurs affaires suite aux inondations au Kenya, le 25 avril 2024. (Image d'illustration) © Monicah Mwangi / REUTERS

pour évacuer, à cause des risques d'inondations... mais les tracteurs sont arrivés avant.

" Cela a eu lieu vers 10h00 du matin. Les bulldozers avançaient et ont tout détruit. Ma maison qui était ici et mon commerce ont été rasés. Ils nous ont donné à peine 15 minutes pour évacuer ", raconte David Mwangi Maina.

Plusieurs habitants disent avoir passé la nuit sous des abris de for-

nous n'avons pas de nourriture, nous n'avons pas reçu d'aide, rien. "

### Pas de relogement

Les résidents disaient ne toujours pas avoir reçu de proposition de relogement hier après-midi.

Anami Daudi Toure, coordinateur du Centre pour la justice sociale du quartier s'en insurge : " La seule action que le gouvernement a prise pour répondre aux risques d'inondations dans le quartier, c'est de déplacer les populations. Ils n'ont pas apporté d'aide humanitaire, pas de nourriture, d'eau ou de médicaments. Ce que les autorités auraient dû faire c'est établir la liste des habitants et mettre sur pied un plan de relogement pour les évacuer humainement. "

Face aux nombreuses critiques de l'opposition, le ministre délégué à l'Intérieur s'est rendu sur place samedi. Il a assuré que les familles allaient être relogées.

RFI/LRP

## Dérèglement climatique : les serpents venimeux pourraient se déplacer en masse

**L**es serpents venimeux seront, eux aussi, affectés par le changement climatique. Certains disparaîtront

l'ation de serpents, selon l'étude.

C'est le cas de plusieurs crotales, cobra et mamba mais surtout de la



mais d'autres devraient voir leurs conditions de vie s'améliorer. Selon une étude publiée dans le journal scientifique Lancet Planetary Health, ils pourraient alors traverser les frontières. Ce sera le cas notamment en Afrique. Les auteurs mettent en garde les pays qui ne sont pas prêts à cette invasion.

Les chercheurs ont modélisé les aires de répartition des 209 serpents classés comme dangereux par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et ce, en fonction du climat futur. Résultat : d'ici 2070, l'habitat de la plupart des crotales, vipères et autres serpents marins venimeux devrait se dégrader à cause des activités humaines et du changement climatique. Mais certaines régions pourraient, au contraire, devenir propices à l'instal-

l'ation de serpents, selon l'étude.

C'est le cas de plusieurs crotales, cobra et mamba mais surtout de la

Maladie tropicale négligée " En Afrique, le Niger et la Namibie seront les premiers concernés par ces migrations de serpents venimeux ", expliquent les scientifiques qui préviennent que par manque de connaissance et de sérum anti-venin - difficiles à produire - de nombreux pays ne sont pas préparés et les populations seront vulnérables aux morsures préviennent les scientifiques.

Les morsures de serpents venimeux sont classées comme maladie tropicale négligée par l'OMS. Chaque année, dans le monde, entre 80 000 et 138 000 personnes meurent à la suite de morsures de serpent et environ 400 000 autres souffrent d'amputations ou de lésions permanentes.

RFI/LRP

## Le cyclone Hidaya a balayé la Tanzanie

**L**a Tanzanie est en état d'alerte, ce week-end, face au cyclone Hidaya après des semaines de pluies torren-

tanie.

Au cours des dernières semaines, les inondations en Tanzanie ont tué



tielles et d'inondations qui ont ravagé cette région d'Afrique de l'Est faisant plus d'une centaine de morts.

Les intempéries ont causé la destruction d'habitations, au parc naturel de Mafia Island, des arbres couchés au sol témoignent de la puissance des rafales de vent qui ont balayé cette île touristique.

Les services de ferry entre Dar es Salaam et Zanzibar ont été suspendus alors que le cyclone Hidaya s'approchait de la côte est-africaine avec des vents pouvant atteindre 120 km/h et de puissantes rafales.

Une importante panne de courant a frappé la majeure partie de la Tan-

155 personnes et affecté plus de 200 000 autres après les fortes pluies de la saison de la mousson dans la région, selon les autorités.

L'Organisation météorologique mondiale avertit que le cyclone tropical Hidaya menace d'aggraver la crise humanitaire dans les pays lourdement inondés d'Afrique de l'Est.

La région de l'Afrique de l'Est est très vulnérable au changement climatique. Le phénomène climatique El Niño devrait durer jusqu'au début de la saison sèche qui commence généralement en juin.

AP / LRP

## La Namibie et la Belgique prêtes à investir 267 millions \$US pour l'exportation d'hydrogène vert

L'installation devrait permettre de ravitailler les navires qui transitent par le port namibien de Walvis Bay en hydrogène, et d'expédier de l'ammoniac vert vers plusieurs marchés européens où il sera utilisé dans la décarbonation des industries lourdes.

Le port d'Anvers-Bruges en Belgique et l'Autorité portuaire namibienne (Nampont) ont annoncé la construction prochaine d'une installation de stockage et d'exportation d'hydrogène et d'ammoniac décarbonés en Namibie pour un investissement de 267 millions de dollars. L'information a été relayée par Bloomberg qui mentionne un communiqué commun des deux partenaires, publié le jeudi 2 mai 2024.

L'installation, qui sera détenue à parts égales par le port d'Anvers-Bruges et Nampont, devrait être construite dans un délai de trois à cinq ans sur un site vierge à proximité du port de Walvis Bay, a-t-on ajouté de même source.

Une filiale de l'armateur italo-suisse Mediterranean Shipping Com-

pany (MSC) Company SA est déjà en pourparlers avec les deux partenaires



pour exploiter l'installation qui permettra de ravitailler les navires qui transitent par le port namibien de Walvis Bay en hydrogène et d'expédier de l'ammoniac vert vers plusieurs marchés européens où il sera utilisé dans

la décarbonation des industries lourdes.

" La Namibie peut servir de centre de production de molécules vertes et Anvers de porte d'entrée pour desservir le marché européen ", ont souligné Nampont et le port d'Anvers-Bruges dans leur communiqué.

La Compagnie maritime belge (CMB) avait entamé, en septembre 2023, la construction d'un complexe de production d'hydrogène et d'ammoniac décarbonés en Namibie en association avec le conglomérat namibien Ohlthaver & List. La première phase de ce projet, dont le coût global est estimé à 3,5 milliards de dollars, devrait entrer en production durant le quatrième trimestre 2024.

Le gouvernement namibien avait également signé, en juin 2023, un accord avec le consortium franco-allemand Hyphen Hydrogen Energy et d'autres partenaires prévoyant le lancement d'un géant complexe de production d'hydrogène vert dans le pays, pour un investissement de 10 milliards de dollars.

La Namibie, un des pays les plus ensoleillés et les moins densément peuplés du monde, espère devenir la première économie africaine neutre en carbone et un exportateur majeur d'énergie propre grâce à ces mégaprojets.

Agence Ecofin / LRP

## Législatives au Togo : le pouvoir se félicite des résultats, l'opposition dénonce des fraudes

Au Togo où 4 millions d'habitants étaient appelés aux urnes, le 29 avril, pour élire 179 conseillers régionaux et surtout 113 députés, la Commission électorale nationale indépendante a proclamé, dans la nuit de samedi à dimanche, les résultats provisoires - qui doivent encore être validés par la Cour constitutionnelle. Des résultats sans appel concernant les législatives, puisque l'Union pour la République (Unir), formation politique au pouvoir, est arrivée très largement en tête.

Sur les 113 sièges, l'Union pour la République en remporte 108. Sur les cinq sièges restants, l'Alliance des démocrates pour le développement intégral en prend deux, et les trois autres sièges se répartissent entre l'Alliance nationale pour le changement, le regroupement de partis politiques, la Dynamique pour la majorité du peuple et les Forces démocratiques pour la République.

Le taux participation est de 61,03%. Un peu plus de deux millions d'électeurs sur les quatre millions d'inscrits se sont ainsi rendus aux urnes, le 29 avril dernier.

Ce résultat est le fruit du travail, d'une occupation de terrain, affirme-t-on au sein du pouvoir. Quant à l'opposition, elle continue de dénoncer des fraudes.

### Satisfaction du pouvoir

C'est donc une large victoire pour le parti présidentiel, l'Union pour la République (Unir). Après l'annonce de



ces résultats provisoires, la première réaction est venue de Gilbert Bawara, ministre de la Fonction publique, du Travail et du Dialogue social. C'est un proche du chef de l'État, Faure Gnassingbé.

Il se félicite évidemment de cette victoire et estime que le projet de réforme constitutionnelle est ainsi validé par ce vote, qu'il est désormais acté et que le débat ouvert avec l'opposition est donc clos.

" [Je veux] d'abord exprimer notre gratitude à nos concitoyens, aux Togolaises et aux Togolais qui se sont

mobilisés nombreux, a déclaré le ministre. Maintenant, quant à la victoire telle qu'elle se dégage à l'issue des résultats provisoires, je voudrais m'en féliciter et dire un grand merci à nos

concitoyens qui ont compris le bien-fondé de toutes [nos] actions, y compris la dernière initiative majeure, la réforme. C'est un changement fondamental. Pour nous, c'est un changement de paradigme. Donc, aujourd'hui, nous connaissons les résultats des élections, nous pensons que le débat est clos, concernant l'opportunité, la pertinence et le bien-fondé de cette réforme qui ouvre de nouvelles perspectives pour notre pays. "

" Je suis triste pour mon pays " Jean-Pierre Fabre, président de

l'ANC, l'Alliance nationale pour le changement (ANC), fait partie des rares députés de l'opposition élus. Pourtant, il est loin de se réjouir et ne sait même pas encore s'il siègera à l'Assemblée nationale car il estime que ce scrutin est " entaché de fraudes ".

" Je suis triste pour mon pays. Ce sont des résultats inimaginables, ridicules, confie-t-il à RFI. Le processus électoral a été totalement déséquilibré en faveur du parti au pouvoir. Le scrutin lui-même a été entaché de nombreuses fraudes et de violences, surtout à l'intérieur du pays. Alors, sur 113 sièges mis en jeu, le parti au pouvoir prétend en remporter 108, plus de 95%. Malgré les apparences de multipartisme, le Togo continue de pratiquer la dictature du parti unique qui y a sévi pendant 25 ans. Le régime politique togolais est une dictature militaire clanique à façade civile. "

De son côté, le président de la Commission électorale nationale indépendante, Yabré Dago, indique que " les différentes listes sont habilitées à saisir les juridictions compétentes pour faire valoir leurs droits et recours. "

Quelque 332 partis politiques et regroupements de partis politiques ou de candidats indépendants étaient en lice pour ces élections législatives.

RFI/LRP

## LIGA : Le Real Madrid champion d'Espagne pour la 36ème fois

Vainqueur de Cadix samedi 04 mai, le club merengue a profité de la défaite du FC Barcelone à Gérone

place finale. A noter que Gérone est le nouveau dauphin du Real, puisque l'équipe surprise de la saison profite

ratio buts marqués/matches joués (18 pour 26), le meilleur du championnat.

### Un rôle nouveau pour Tchouaméni

Au sein de l'équipe madrilène, les internationaux français Eduardo Camavinga et Aurélien Tchouaméni ont, eux, confirmé leur statut de joueur important, le deuxième offrant des gages de sûreté dans un rôle nouveau en défense centrale. " On a l'impression qu'il y a joué toute sa vie ", le complimentait son entraîneur italien en février.

Malgré les longues indisponibilités de ses piliers, le défenseur Eder Militao et le gardien Thibaut Courtois (le Belge faisait son retour comme titulaire face à Cadix), ou encore le départ de Karim Benzema à l'intersaison, le Real Madrid a trouvé les clés pour faire... du Real Madrid. A défaut de séduire chaque week-end, la formation n'a pas d'équivalent en Europe pour faire parler sa force collective dans l'adversité.

En Ligue des champions, le club espagnol peut subir le jeu de l'adversaire, ce qui ne l'a pas empêché d'éliminer le vainqueur sortant, Manchester City, en quarts de finale, et d'obtenir un bon match nul (2-2) en déplacement à Munich en demi-finale aller, mardi 30 avril.

En Liga, le Real Madrid, le Barça et l'Atlético de Madrid, les clubs les plus puissants financièrement, ont l'habitude de se disputer le butin. Cette saison, les Merengues sont les plus réguliers, ayant concédé une seule défaite jusqu'à présent, chez leur rival madrilène, en septembre.

### Viničius visé par des actes racistes

D'ailleurs, à quatre journées de la fin de la saison, la présence de Gérone sur le podium de Liga bouscule quelque peu la hiérarchie du football espagnol, sachant que le même trio accapare toutes les places sur le podium depuis la saison 2012-2013.

Ce qui ne change pas, c'est le problème endémique que le pays rencontre avec le racisme dans les stades, en dépit des campagnes de communication de la fédération. Les joueurs du championnat sont devenus " presque habitués " au comportement raciste au comportement raciste des supporters, regrettait récemment Jude Bellingham.

Son coéquipier brésilien, l'attaquant star Viničius, est fréquemment visé par des insultes et/ou des chants de ce type parce que noir de peau. " Depuis la première fois que je me suis plaint du racisme en Espagne, la situation n'a cessé de s'aggraver... Ils m'insultent à cause de la couleur de ma peau pour que je joue moins bien sur le terrain ", déplorait-il, fin mars. Entre-temps, d'autres joueurs ont été la cible d'actes racistes, dont Aurélien Tchouaméni lors d'une rencontre de championnat à Majorque.

Pour les nouveaux champions d'Espagne, les célébrations du titre national attendront quelque peu. Ils ont rendez-vous dès mercredi, au stade Bernabeu, avec le Bayern Munich pour disputer une demi-finale retour de Ligue des champions. Le Paris Saint-Germain est en quête de sa première " coupe aux grandes oreilles ", le Real Madrid, lui, de sa quinzième...

Le Monde / LRP

## Linafoot : TP Mazembe accroché par Lubumbashi Sport (0-0) aux Play-offs

Le TP Mazembe a été accroché par le FC Lubumbashi Sport, en match de retard de la 8ème journée du cham-

piennat de la Ligue nationale de football (Linafoot), Play-offs. Les Corbeaux du TP Mazembe ont été surpris par le marquage à la culotte des Kamikazes de Lubumbashi Sport dans un derby qui s'est soldé à la mi-temps par un score vierge.



L'équipe du TP Mazembe sur le terrain avant le match (Photo d'archives)

Après la pause, les Corbeaux pen-

match nul vierge contre toute entente au leader, qui est Mazembe (20 points), en 8 sorties dont 6 victoires et 2 nuls, tandis que son adversaire qui en compte désormais 6 points en 10 sorties.

LRP



dans la soirée pour acter son sacre, dès la 34<sup>e</sup> journée (sur 38) de la Liga.

Il y a des sacres qui procurent des émotions insoupçonnées, à la mesure des déceptions et de l'attente qui l'ont précédé ; les supporters du Bayer Leverkusen, récent champion d'Allemagne, peuvent en témoigner. Il y en a d'autres sur lequel on prend à peine le temps de s'attarder, le regard étant déjà tourné vers le suivant. Les joueurs du Real Madrid sont voués à cette catégorie.

Le prestigieux club de football espagnol a conquis un 36<sup>e</sup> titre de champion national samedi 4 mai. Les Merengues étaient devant la télévision quand celui-ci a été officialisé, dans la soirée. En effet, le Real Madrid avait besoin de gagner à domicile contre Cadix dans l'après-midi et que son rival, le FC Barcelone, ne s'impose pas, un peu plus tard, sur la pelouse de Gérone.

Ce scénario s'est réalisé. Dans l'après-midi, le Real Madrid a battu

de sa victoire pour dépasser son voisin catalan.

### Bellingham, une maturité déconcertante

Ce titre de champion d'Espagne est sûrement le dernier au palmarès du vétéran croate Luka Modric. En fin de contrat, et à bientôt 39 ans, le vétéran croate pourrait quitter le club cet été. " Le talent n'étant pas duplicable, l'héritage que laissera Modric est un trésor fait de professionnalisme, de discrétion, de responsabilité, de dévouement... ", flatte Jorge Valdano, figure du club et écrivain.

En vérité, le suspense pour la course au titre était déjà plié depuis le clasico de la 32<sup>e</sup> journée (sur 38) : le Real Madrid avait dominé le Barça (3-2), au stade Santiago Bernabeu, à la faveur d'un but de Jude Bellingham dans le temps additionnel.

Pour sa première saison au sein de la Maison Blanche, le milieu de terrain anglais affiche une maturité dé-



concertante du haut de ses 20 ans. " Jamais auparavant un joueur étranger n'avait eu un tel impact à Madrid, si tôt et si jeune ", écrivait récemment le journal El País.

Débarqué l'été dernier en provenance du Borussia Dortmund, Bellingham occupe la pointe haute du losange aligné au milieu de terrain par l'entraîneur Carlo Ancelotti. A son poste, il présente un impressionnant

concertante du haut de ses 20 ans. " Jamais auparavant un joueur étranger n'avait eu un tel impact à Madrid, si tôt et si jeune ", écrivait récemment le journal El País.

Débarqué l'été dernier en provenance du Borussia Dortmund, Bellingham occupe la pointe haute du losange aligné au milieu de terrain par l'entraîneur Carlo Ancelotti. A son poste, il présente un impressionnant

## French prosecutors probe TotalEnergies over deadly Mozambique attack

French prosecutors said on Saturday they were investigating TotalEnergies for possible involuntary manslaughter in connection with a 2021 jihadist attack in Mozambique that left more than 1,000 people killed or missing. Survivors have accused the French energy giant of failing to protect its subcontractors.

The probe follows a legal complaint brought last year by survivors and victims' families.

They accuse the French energy company, which was developing a major liquefied gas project in the region, of failing to protect its subcontractors when militants linked to the Islamic State group attacked the port town of Palma in March 2021.

The attack lasted several days, claiming hundreds of lives. Some of the victims were beheaded and thousands fled their homes.

The survivors and families say TotalEnergies also failed to provide fuel so that helicopters could evacuate civilians.

Contacted by French news agency AFP on Saturday, a TotalEnergies spokesman reiterated a previous statement saying it "firmly rejects the accusations".

He said the company's Mozambique teams had supplied emergency aid and made the evacuation of 2,500 people from the plant possible,

including civilians, staff, contractors and subcontractors. complainants, Henri Thulliez, when they filed their complaint in October



Soldiers patrol near the TotalEnergies complex in Afungi, near Palma in northern Mozambique, on 22 September 2021. © AFP - SIMON WOHLFAHRT

### 'Known danger'

Seven British and South African complainants - three survivors and four relatives of victims - accuse TotalEnergies of failing to take steps to ensure the safety of subcontractors even before the assault.

The jihadist group that carried out the attack had been active in Cabo Delgado province since 2017 and was drawing ever closer to Palma.

"The danger was known, several villages had been attacked before the attack on Palma, and the jihadist threat was real," said a lawyer for the

2023.

The complainants welcomed France's decision to open a preliminary probe into their allegations, with Nicholas Alexander, a South African attack survivor, calling it "a positive step".

TotalEnergies, he told AFP, bore "a share of responsibility" in the tragedy.

Depending on what the prosecutors find, the case will either be dropped or their investigation intensified with a view to bringing possible charges.

### Vast gas deposits

TotalEnergies' project to develop a large gas field on the north coast of Mozambique was halted following the 2021 attack, but executives have since indicated they hope to revive it.

In November 2023, a group of 124 NGOs posted an open letter to dozens of financial institutions around the world, urging them to withdraw from the project.

"The humanitarian and security risks, as well as the complexity of operations in a conflict zone" were underestimated, declared the signatories, which included Greenpeace France and Oil Change International.

They also argued that the project threatened local ecosystems and the global climate, while failing to benefit local communities.

Mozambique is one of the world's poorest countries, despite having large natural resources. It has set high hopes on vast natural gas deposits discovered in the north of the country in 2010.

But campaigners say that international projects to exploit the reserves will aggravate corruption and insecurity in restive Cabo Delgado, as well as exploding the country's carbon emissions.

(with AFP)

## Military regimes have turned the Sahel into a 'black hole' of information

In the central Sahel, journalists and reporters have seen their working conditions deteriorate ever since they were taken over by military juntas, international organisations marking World Press Freedom Day on Friday have found.

Mali, Burkina Faso and Niger have been turned into "information deserts", observers warned, following the suspension or closure of over a dozen media outlets - including RFI and France 24 - over the past three years.

The expulsion and non-issuance of visas or accreditation to foreign journalists - especially French journalists - is seen as a sign of the determination of these regimes to rid themselves from a free press, deemed incompatible with their principles.

Journalists are also ufaced with the threat of terrorist attacks.

According to a Reporters Without Borders report published in 2023, the intensification of attacks by armed groups has "continued to reduce the space for journalists to gather information and weaken the means of [news] circulation".

Community radio stations have been closed down or destroyed in the face of terrorist pressure and at least five journalists have been murdered in the region and half a dozen have gone missing since 2013.

For RSF, the Sahel has become one of the biggest black holes for information.



A man browses newspapers at a newsagent's in Bamako, Mali. AFP/ISSOUF SANOGO

The space for press freedom has shrunk considerably in the face of pressure, arrests or - as in Burkina Faso - forced conscription into the army.

In 2024, the World Press Freedom Index shows that press freedom is under threat from those who should be its guarantors - political authorities.

### Journalists in exile

As a result of the swathe of coups across West Africa, most coverage of the region comes from abroad - not least by journalists from Sahel countries who are now in exile, such as Malick Konaté and Ahmed Barry, who continue to report on news from their countries.

There are also many internal sources who help journalists to find out what is happening on the ground.

However, without access to the field, it is always more difficult to cross-check information.

To provide free, reliable and diverse information, the local media need to get

organised, but the coverage of sensitive subjects has become extremely complicated.

On security issues, for example, journalists are stonewalled by officials.

The approach to handling information is mainly factual, with the media reduced to just repeating official statements from the authorities.

Testimonies are rare and often anonymised to avoid any risk to sources and whistle-blowers.

### Self-censorship

Due to increased surveillance, investigative reporting on armies and their auxiliaries - as well as on

conflicts - is generally avoided by colleagues working in the central Sahel.

In Niger, Idrissa Soumana Maiga, editor of the newspaper L'Enquêteur, was arrested on 25 April.

He has since been placed under a committal order and imprisoned for "undermining national defence".

He faces between five and 10 years' imprisonment after publishing a report in Le Figaro newspaper about "the alleged installation of bugging equipment by Russian agents on official buildings in Niger".

Garé Amadou, a human rights defender and publication director of Le Canard Déchainé, visited Maiga in prison earlier this week.

"It's difficult to work as you would in a democratic [system]. It's difficult to act as if nothing has happened," he told RFI

"There is a certain amount of self-censorship and some people avoid talking about certain subjects in the media for fear of being targeted by the junta ... whatever people say, a military regime is not a democratic regime.

"But some of them are doing their best to do their job. There really are some extremely courageous journalists who carry on despite the risks involved."

RFI/LRP

## RDC : Une éventuelle révision de la Constitution s'invite dans le débat

En République démocratique du Congo (RDC), la Constitution s'est invitée dans le débat. Conformément à cette dernière, Félix Tshisekedi Tshilombo a été réélu pour un second et dernier mandat en décembre 2023. Mais ces derniers jours, lors de rencontres avec la diaspora en Europe, le président congolais ne s'est pas montré fermé au débat sur la révision de la Constitution.



[Image d'illustration] Le président de la RDC, Félix Tshisekedi, lors d'une conférence de presse à l'Élysée, à Paris, le 30 avril 2024. AFP - CHRISTOPHE ENA

Ce sont deux déclarations du président congolais cette semaine lors de sa tournée européenne qui ont relancé le débat. À Paris, d'abord, mercredi 1er mai dans la soirée, devant la diaspora, le président Félix Tshisekedi est questionné par le public à ce sujet. " Ne faites pas de moi un dictateur s'il vous plaît ", répondit-il, avant d'ajouter : " Cette démarche ne relève pas seulement de mes compétences, mais plutôt de la population à travers ses représentants à l'Assemblée nationale "

Deux jours plus tard, vendredi 3 mai, à Bruxelles toujours devant la diaspora, le président va un peu plus loin. " Je mettrai en place une commission qui réfléchira sereinement sur comment nous doter d'une Constitution digne de notre pays ", assure-t-il.

### Ligne rouge pour l'opposition

Ce changement de Constitution, c'est une ligne rouge a déjà prévenu l'opposition en RDC. Le camp de Moïse Katumbi a d'ailleurs annoncé que son rôle au Parlement serait en partie de bloquer toute tentative de révision de cette Constitution.

Et du côté de la société civile, le président de l'Asadho, Jean-Claude Katende, estime pour sa part, dans un message sur les réseaux sociaux, que " cette Constitution reste l'unique instrument qui met les Congolais ensemble " et que " la priorité " est plutôt " la sécurisation de l'est du pays "

RFI/LRP

## Communiqué N°005/ODEP/MAI/2024

(Suite de la page 4)

est aujourd'hui agressée par les mensonges, la corruption et les détournements par le régime en place issu des vastes fraudes et donc de la corruption.

La culture est d'abord expression d'une nation, de ses préférences, de ses interdits, de ses modèles. C'est à tous les étages de la société globale que se constituent d'autres interdits, d'autres valeurs, d'autres modèles. La culture nationale c'est la somme de toutes ces appréciations, la résultante des tensions internes et externes de la société globale et aux différentes couches de cette société.

Notre pays est passé en 150 ans par deux types d'aliénations culturelles. La première sous la colonisation l'arrachait de force à une culture originale pour la revêtir du vernis d'une culture importée et imposée. La seconde sous le néocolonialisme actuel depuis 63 ans, avec d'abord les duperies de Mobutu sous l'authenticité, et pire aujourd'hui un mode de l'accession au pouvoir et une gouvernance basée sur la corruption, l'idolâtrie de l'enrichissement facile, la prédation, les détournements et la banalisation de la corruption.

Fait à Kinshasa, le 03 mai 2024

Pour l'Observatoire de la Dépense Publique

  
**Florimond MUTEBA TSHITENGE**  
Président du Conseil d'Administration

## Drame à Goma : le député belge André Flahaut appelle à des sanctions contre le Rwanda

Le député belge, André Flahaut, dans un message adressé à la Chambre des représentants (Assemblée nationale) nombreuses victimes dont plusieurs enfants. Plus que jamais, des sanctions s'imposent contre le Rwanda !



de la Belgique, le vendredi 03 mai 2024, a appelé l'Union européenne à prendre des sanctions contre le Rwanda qui continue à semer la désolation et à causer des morts en République démocratique du Congo.

Pour le député belge, l'attaque de l'armée rwandaise dans un camp des déplacés ne doit pas rester impunie.

" Profondément indigné par l'attaque menée par le M23, une organisation soutenue par Kigali, contre un camp de réfugiés dans le Nord-Kivu, en République démocratique du Congo. De

Stop à l'impunité?! ", a déclaré André Flahaut.

Une dizaine de personnes sont décédées et plus de 40 autres ont été blessées après le bombardement d'un camp de déplacés à Goma, par l'armée rwandaise, alliée au M23.

Le gouvernement congolais a promis de riposter contre le RDF/M23 qui continue à occuper illégalement certains territoires dans l'Est de la RDC.

LRP

## Jours de travail : la RDC bascule en semaine anglaise ?

Le samedi est désormais officiellement journée sans travail en République démocratique du Congo (RDC) pour les agents et fonctionnaires des services publics de l'État.

Selon le Décret n°24/09 du 17 février 2024 portant règlement d'administration relatif à la discipline, signé par le Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge, l'on tend vers le système anglais de cinq (5) de travail par semaine, dans les services publics de l'État.

Cet acte réglementaire du Premier ministre sortant se justifie par le fait que, s'il est exécuté et respecté par tous, contribuera à assurer de l'ordre au sein des services publics.

Le premier article fixe l'horaire de travail " de lundi à vendredi : de 08 heures à 17 heures, avec une pause de 12 heures 30 à 13 heures "

L'article 2 précise que les agents de carrière des services publics de l'État sont tous tenus de se trouver à leur

poste de travail à 08 heures.

" Tout agent qui arrive entre 8 heures et 9 heures est réputé retardaire. Celui qui arrive au-delà de 09 heures est pointé absent ", poursuit le même article.

Dans un contexte où la fonction publique est considérée comme un tremplin, l'article 7 de ce décret décreète que l'agent qui totalise six retards au cours d'un même mois est puni d'un blâme. Il est passible d'une sanction plus grave autre que la révocation lorsque le nombre de retards est supérieur à six au cours du mois.

L'article 8 suspend l'épée de Damoclès sur les agents et fonctionnaires des services publics de l'Etat. Il stipule que " l'agent qui totalise deux absences au cours d'un même mois et qui cause un préjudice grave à l'État est passible d'une sanction plus grave que le blâme allant jusqu'à la révocation "

LRP